

« Osons « l'archipel France » »

Philippe Folliot, député UDI du Tarn, auteur de « France sur mer, un empire oublié », éditions du Rocher



La France est maritime et mondiale. Avec la deuxième ZEE au monde (dont 97 % outre-mer), la France est le seul pays présent sur quatre continents et sur toutes les mers, chaudes et froides. La France est un archipel unique dans le monde ! Prenons enfin conscience de ce formidable atout.

Soyons fiers que l'économie maritime représente plus d'emplois directs et de valeur ajoutée que des secteurs comme l'aéronautique, le spatial ou l'automobile ! L'économie bleue devrait doubler d'ici à 2030 au plan mondial : pourquoi ne pas se donner les moyens d'être au rendez-vous de l'avenir commun qui peut lier l'ensemble des Français présents sur cet « archipel national » ? Pour la France, ces perspectives généreraient 600 000 emplois bleus supplémentaires d'ici à 15 ans, dont 200 000 outre-mer.

Y parvenir suppose que nous soyons en mesure d'affirmer davantage notre souveraineté, surtout, et que notre État redevienne stratégique. Cela suppose aussi une vision de long terme, gaullienne, permettant d'engager un nouveau

rapport de confiance, sans équivoque et pérenne, avec l'outre-mer et les acteurs de l'économie bleue.

« Nasa de la mer »

La France doit refuser les « Munich » maritimes et ultramarins, comme je l'ai illustré, en janvier, avec le combat pour que l'île Tromelin reste française. Renforçons les moyens de surveillance de notre zone maritime ; prenons la tête d'une refonte de la politique commune de la pêche et défendons vigoureusement nos pêcheurs face au Brexit ; promouvons la préférence communautaire en matière maritime ; garantissons sous pavillon français nos approvisionnements stratégiques ; bâtissons un « Airbus de la mer » civilo-militaire avec les chantiers navals de Saint-Nazaire et DCNS ; développons les liaisons terrestres et fluviales jusqu'à nos grands ports ; réalisons l'autonomie énergétique durable à horizon 2030 des territoires ultramarins grâce aux énergies renouvelables ; transformons l'Ifremer en « Nasa de la mer » ; valorisons nos immenses potentiels aquacoles et halieutiques ultramarins ; développons outre-mer le tourisme de séjour et de croi-

La France est maritime et mondiale à la fois. Outre-mer et économie bleue ensemble sont un atout. Pour porter ce projet gaullien, je propose de créer un grand ministère des Outre-mer et de la Mer.

sière ; élaborons une véritable planification des usages de la mer et du littoral... Tous ces éléments devront s'inscrire dans une stratégie maritime ambitieuse qui sera validée à l'issue d'« états généraux de la mer », dès 2017, et sécurisée à travers une loi de programmation.

Redonnons également une chance et un idéal à la jeunesse : je propose de créer un « service civique de la mer », pour encourager notre jeunesse à découvrir les métiers de l'économie bleue, ainsi qu'un « Erasmus de la mer » européen pour les élèves des lycées maritimes et des étudiants de l'École nationale supérieure maritime (ENSM).

Rompre avec les vieux schémas

L'État, pour répondre à tous ces défis, doit enfin se donner les moyens de sa politique. Si un ministère de l'Outre-mer est une tradition républicaine, l'État s'est borné depuis des décennies à une gestion purement régaliennne et « ordre public » de la France ultramarine. Quant aux administrations chargées de la mer, elles sont faibles et dispersées alors que les professionnels, eux, sont déjà unis au

sein du Cluster maritime français. Si la prise en compte du développement durable est un acquis des Grenelle du précédent quinquennat, le rattachement des « entrepreneurs de la mer » à la tutelle écologique est une erreur. Il faut rompre avec ces vieux schémas.

Ministère inédit

Je propose de bâtir un ministère inédit sous la V^e République : le ministère des « Outre-mer et de la Mer », avec l'équivalent de la « DG Affaires maritimes » de la Commission européenne. Joignons les légitimes ambitions ultramarines au développement de l'économie maritime. Nos compatriotes ultramarins y verront le signe que la Nation croit en leur dynamisme, les acteurs de l'économie maritime y verront la reconnaissance de leur valeur ajoutée pour créer des emplois bleus. Voilà le bon cap pour le navire « France maritime ».

Dans la lignée de mes compatriotes tarnais, de Lapeyrouse à Jean-Louis Étienne, je crois plus que jamais que l'outre-mer et la mer constituent une chance inestimable tant pour la France que pour l'Europe.